

Accord professionnel

**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

**Avenant n° 63 du 9 juin 2021**

à l'accord du 31 juillet 1968  
relatif au régime national de prévoyance des ouvriers

NOR : ASET2150767M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNTP ;**  
**FFB ;**  
**FFIE ;**  
**SCOP BTP ;**  
**CNATP,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**BATIMAT-TP CFTC ;**  
**FG FO construction ;**  
**FNCB CFDT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Prenant acte du fait que :

- l'application de l'article 11.1 de l'accord collectif national du 31 juillet 1968 prévoyant une revalorisation annuelle du SR proportionnellement à l'évolution du salaire moyen annuel des ouvriers du bâtiment et des travaux publics au cours de l'année précédente ;
- le rattrapage de l'estimation trop élevée de l'évolution du SMPT (salaire moyen par tête) prise en compte pour fixer la valeur du SR au 1<sup>er</sup> juillet 2020,

devrait entraîner une diminution de la valeur du SR au 1<sup>er</sup> juillet 2021, les partenaires sociaux du bâtiment et des travaux publics ont décidé de ne pas appliquer cette baisse et de conserver une valeur du SR au 1<sup>er</sup> juillet 2021 identique à celle applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2020.

Ils s'accordent pour, lors de la négociation visant à fixer la valeur du SR au 1<sup>er</sup> juillet 2022, neutraliser l'année 2020 et procéder à un calcul en fonction de la progression du salaire moyen des ouvriers observée entre 2019 et 2021.

## **Chapitre 1<sup>er</sup>**

Dans l'article 11.1, la phrase « La valeur du SR est fixée à 5,90 € au 1<sup>er</sup> juillet 2020 (5,80 € au 1<sup>er</sup> juillet 2019) » est remplacée par :

■ « La valeur du SR est fixée à 5,90 € au 1<sup>er</sup> juillet 2021 (5,90 € au 1<sup>er</sup> juillet 2020). »

## **Chapitre 2**

À titre dérogatoire à l'article 11.1 de l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, les partenaires sociaux de nos secteurs décident que, lors de la négociation visant à fixer la valeur du SR au 1<sup>er</sup> juillet 2022, ils tiendront compte du maintien opéré le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et procéderont à un calcul en fonction de la progression du salaire moyen des ouvriers observée entre 2019 et 2021 et non entre 2020 et 2021.

## **Chapitre 3**

Compte tenu du caractère général du présent accord qui concerne l'ensemble des entreprises du bâtiment et des travaux publics, les parties signataires estiment que cet accord ne nécessite pas d'adaptation pour les entreprises de moins de 50 salariés telle que prévue à l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

## **Chapitre 4**

Le texte du présent avenant sera déposé en nombre d'exemplaires suffisants à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail.

## **Chapitre 5**

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant dans les conditions prévues aux articles L. 2261-19 et suivants du code du travail.

*Fait à Paris, le 9 juin 2021.*

(Suivent les signatures.)